



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Bureau régional
pour l'éducation
en Afrique

PôleMAG^{°16}

La lettre d'information du Pôle de Dakar - AOÛT 2010

EDITORIAL

AU SOMMAIRE

Déficit d'information, déficit d'Education pour tous

La recherche commandée récemment par le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique sur la connaissance qu'ont les enseignants des objectifs de l'EPT livre de très utiles constats, dont les promoteurs de l'EPT mais aussi les gestionnaires des ressources humaines des ministères africains de l'éducation nationale pourraient tirer profit pour leurs activités futures.

Le principal résultat de ce travail, consacré au Sénégal, est que les enseignants apparaissent à la fois mal informés des objectifs de l'EPT et très nettement optimistes quant aux performances du système éducatif qu'ils servent au quotidien (voir notre dossier). Si ces deux perceptions se complètent assurément, il faut avoir conscience du fait qu'elles rendent très difficilement compréhensible par les principaux acteurs de l'école la mobilisation générale pour l'expansion du système éducatif et, plus encore au sein de cette mobilisation, le recours à de nouveaux statuts enseignants.

Avant toute chose, la mobilisation des enseignants autour de l'EPT suppose une information objective sur la situation réelle des principaux résultats de leur système, voire des éléments de comparaison avec la situation d'autres pays de référence. A défaut, les objectifs de l'EPT – à condition qu'on ait effectivement cherché à les diffuser auprès des acteurs – sont peu perceptibles ou font uniquement figure de slogans. Comment les enseignants peuvent-ils dans ces conditions comprendre les efforts que cette mobilisation exige d'eux-mêmes, spécialement l'acceptation des changements importants qui s'opèrent dans leur environnement professionnel et leur métier ? L'adhésion des enseignants à ces réformes d'envergure, qui les concernent directement, suppose à minima qu'on les informe de la situation et des difficultés auxquelles ces réformes sont censées remédier.

Il ne s'agit donc pas de déplorer seulement la faible connaissance des objectifs de l'EPT par les enseignants sénégalais, dix ans après le forum mondial, dans le pays où justement s'est tenue cette réunion fondatrice. En listant les canaux par lesquels ont été informés ceux des enseignants qui le sont, souvent de façon superficielle, on comprend clairement qu'aucune activité d'information spécifiquement dirigée vers les enseignants n'a été entreprise depuis 2000. Or on peut penser qu'une information claire sur la situation du système qu'ils contribuent à faire fonctionner et qui fonde précisément la mobilisation autour des objectifs de l'EPT aurait rendu plus acceptable de nombreux éléments de cette mobilisation majeure. Elle aurait aussi permis de définir, dans le cadre de l'EPT, des politiques enseignantes plus consensuelles qui répondent aux objectifs scolaires de la collectivité en même temps qu'aux attentes minimales de ceux qui les mettent en œuvre.

Jean-Pierre Jarousse

Coordonnateur du Pôle de Dakar

ACTUALITÉS

La Gambie se met à l'analyse sectorielle **2**

Un premier diagnostic de la question enseignante est lancé **2**

Objectif qualité pour le Sénégal et le Cameroun **3**

DOSSIER

Que savent les enseignants de l'EPT ? **4**

Entrevue avec Abdou Dia, directeur de l'enseignement élémentaire au Sénégal **6**

DANS LES PAYS **7**

EN BREF

Nouvelles publications **8**

Un bilan de mi-parcours pour les étudiants à PSGSE **8**



La Gambie se met à l'analyse sectorielle

Pour la première fois, la Gambie conduit une analyse complète de son système éducatif, avec l'appui du Pôle de Dakar et de la Banque mondiale. Tous les niveaux d'éducation, y compris l'enseignement pré-primaire et la formation professionnelle, sont examinés en profondeur afin d'en déceler les progrès récents, les contraintes et les défis à relever au cours des prochaines années. Depuis le mois de mars, trois missions d'appui ont déjà eu lieu, et l'engagement de l'équipe nationale responsable de l'analyse demeure particulièrement fort.

« Nous sommes très motivés face à cet exercice, parce que c'est un grand défi », soutient Sherif Yunus Hydar, adjoint au chef de projet au sein de l'unité de coordination de projets du Ministère de l'Éducation de base et de l'Enseignement secondaire. « Pour nous, cette analyse sectorielle est un travail nouveau, rigoureux et que nous souhaitons réaliser dans une courte période afin que les résultats servent directement à réviser notre politique d'éducation. Dans tous les secteurs, en effet, nous avons besoin de nous accorder sur la question de l'éducation et de la formation. »

Ainsi, une équipe nationale composée de cadres de plusieurs ministères a été constituée. En fonction de leurs compétences et domaines respectifs, ses membres sont chargés de traiter l'un ou l'autre des sept aspects de la situation du système éducatif gambien à l'étude : contexte démographique et macroéconomique, analyse des scolarisations, coûts de l'éducation, efficacité interne et qualité, impacts économiques et sociaux, équité, gestion.

Une présentation des premiers résultats aux ministères et partenaires concernés s'est tenue en juillet. L'analyse sectorielle devrait se conclure en décembre prochain. ■

Un premier diagnostic de la question enseignante est lancé

En mars, le Bénin est devenu le premier pays en Afrique à entreprendre un diagnostic complet de la question enseignante. Dans le cadre de ce nouveau type d'appui de l'UNESCO, le pays analysera la situation qui prévaut au niveau national au regard de plusieurs aspects cruciaux liés aux enseignants : des besoins quantitatifs en enseignants, jusqu'aux aspects de carrière et de développement professionnel, en passant par le recrutement, la formation, le déploiement et la gestion. Soutenu dans cette tâche par le Pôle de Dakar, le Bénin compte identifier, avant la fin de l'année, plusieurs pistes visant à améliorer la politique enseignante.

« Par cet appui technique, qui relève de l'Initiative de l'UNESCO pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne, nous souhaitons appuyer le Bénin, et les autres pays qui le souhaiteront, pour construire le dialogue sur la politique enseignante », souligne Ann Thérèse Ndong-Jatta, directrice du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique. « Notre point de vue est que ce dialogue national doit être facilité par une analyse factuelle de la situation. »

Le diagnostic se veut, en effet, une manière de dresser un portrait d'ensemble de la question enseignante au Bénin, à tous les niveaux d'éducation. Afin de s'assurer que chacun des aspects essentiels à prendre en considération soit abordé, un guide méthodologique d'analyse a été élaboré par la Section de l'UNESCO pour la formation des enseignants et le Pôle de Dakar. C'est ce guide qui sert de base à la démarche.

Depuis mars, l'équipe nationale de 30 personnes qui s'affaire au diagnostic a pu se familiariser avec les différents thèmes d'analyse et entamer la collecte de données. Celles-ci seront exploitées pour rendre compte de la situation actuelle, mais surtout pour repérer les marges de manœuvre pour la définition de la nouvelle politique enseignante. Depuis le début du processus, le Pôle de Dakar s'est rendu à trois reprises au Bénin pour appuyer l'équipe nationale.

Intégrer toutes les parties prenantes

Toutefois, la plus grande particularité de la démarche reste qu'elle vise à impliquer toutes les parties prenantes dans le diagnostic. Pour ce faire, une attention spéciale a été portée à la composition de l'équipe de travail : en plus de membres issus de différents ministères et d'instituts de formation des enseignants, l'équipe béninoise intègre trois représentants des syndicats d'enseignants¹ et associe également deux représentants des partenaires au développement. En outre, plusieurs rencontres de partage des résultats avec les ministères, les syndicats et les partenaires techniques et financiers sont prévues.

Comme le fait remarquer Beifith Kouak Tiyab, analyste des politiques éducatives au Pôle de Dakar : « Toutes ces mesures témoignent de la volonté de parvenir à une vision partagée de la question enseignante au Bénin. » ■

¹ Il s'agit des représentants syndicaux déjà désignés pour faire partie du Conseil sectoriel pour la médiation et le dialogue social au Bénin.

Objectif qualité pour le Sénégal et le Cameroun

Bien implantée dans deux pays, la nouvelle initiative qualité du Pôle de Dakar prend son élan. Lancée l'année dernière dans le but de soutenir les pays africains qui souhaitent améliorer la gestion de leurs établissements scolaires, l'« Initiative pour la gestion locale de la qualité des apprentissages » semble répondre aux attentes. Du moins celles du Sénégal et du Cameroun qui, dans les mois à venir, entendent optimiser, avec l'appui du Pôle de Dakar, leur système national d'évaluation. Le but : pouvoir repérer les écoles primaires moins performantes dans le pays et les aider à s'améliorer.

« C'est d'un véritable changement d'approche dont il s'agit », annonce Etoua Azo'o, inspecteur pédagogique chargé des enseignements maternel, primaire et normal au Cameroun. « Trop souvent, l'évaluation est conçue et perçue comme un outil de contrôle et de punition. Nous voulons en faire un outil de soutien pour toutes les écoles du Cameroun. De plus, en impliquant davantage la communauté éducative dans l'évaluation de la gestion des établissements, nous visons une meilleure responsabilisation de tous les intervenants. »

Au cœur de cette approche de l'évaluation se trouvent deux principes clés. D'abord, la qualité renvoie ici avant tout au niveau d'apprentissages des élèves, à ce qu'ils apprennent réellement en classe. Ensuite, le personnel d'encadrement – corps d'inspection, responsables d'établissements, équipes éducatives – devrait

lui-même pouvoir mieux étudier les performances des établissements afin de faciliter le travail d'encadrement et de suivi au quotidien.

Mieux tirer profit des informations existantes

Comme le signale Mathieu Laroche, analyste des politiques éducatives au Pôle de Dakar : « On se pose aujourd'hui beaucoup de questions sur la qualité de l'éducation en Afrique. » Comment rendre compte du niveau des apprentissages dans chaque école primaire ? Comment faire ressortir les problèmes de qualité ? Comment identifier les zones ou les écoles où une intervention serait prioritaire ? Sur quels facteurs agir pour améliorer la qualité ? « Or, poursuit-il, peut-être que sans le savoir, on dispose déjà de plusieurs éléments de réponse. La stratégie de l'Initiative pour la gestion locale de la qualité des apprentissages est de mieux tirer profit des données existantes, à commencer par les résultats d'examens nationaux, et de mieux faire circuler l'information sur les apprentissages. »

Ainsi, le Sénégal s'est donné pour tâche, d'ici la fin de l'année, de mobiliser toutes les informations disponibles dans le système éducatif pouvant rendre compte des apprentissages scolaires au niveau primaire : bases de données pour différents types d'examens, carte scolaire,

divers types de fiches de suivi. Les membres du nouveau dispositif national d'évaluation mis en place par le Ministère de l'Education auront aussi pour responsabilité d'examiner la manière dont ces informations sont produites ainsi que le trajet qu'elles suivent dans le système éducatif. Pour obtenir une image nette de ce qui existe en matière d'information sur la qualité dans le pays, le Cameroun suit la même démarche ; une équipe nationale d'une demi-douzaine de personnes est constituée pour réaliser le travail.

Ce diagnostic qualité conduira, début 2011, à une phase plus opérationnelle au cours de laquelle des indicateurs nationaux seront construits, permettant de mesurer les performances des écoles primaires de chaque pays. En outre, des actions seront entreprises sur des zones pilotes dans l'objectif d'améliorer la chaîne d'information et d'élaborer des outils par lesquels le personnel d'encadrement puisse accéder facilement et simplement à l'information pertinente pour prévoir des activités d'appui et de suivi appropriées. A ce jour, deux autres pays ont déjà manifesté leur intérêt d'être appuyé par le Pôle de Dakar sur ce volet. ■

Généralement, l'information sur les résultats d'examens remonte jusqu'au Ministère de l'Education, qui l'utilise pour délivrer les certifications aux élèves. Une meilleure exploitation de cette information aux autres échelons du système éducatif, telle qu'elle est promue dans la nouvelle initiative qualité du Pôle de Dakar, pourrait permettre d'identifier et d'accompagner les écoles en difficulté.



Que savent les enseignants de l'EPT ?

La question est rarement posée. Pourtant, au-delà du fait que les enseignants soient suffisamment nombreux, formés et motivés, leur engagement à concrétiser cette nouvelle vision de l'école est indispensable si l'on veut atteindre les objectifs de l'Education pour tous (EPT) en Afrique. Certains de ces objectifs, en effet, doivent se traduire directement dans des pratiques pédagogiques quotidiennes. Mais, pour les mettre en œuvre, encore faut-il que les enseignants les connaissent et qu'ils y adhèrent... Dix ans après le Forum de Dakar, les objectifs de l'EPT ont-ils atteint ces acteurs de première ligne ?

Pour le savoir, le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique a commandé une première étude nationale sur la question. **L'enquête a eu lieu au Sénégal en avril 2009 et a concerné un échantillon représentatif de 1044 enseignantes et enseignants du primaire**¹. Trois questions principales ont été abordées : les enseignants connaissent-ils les objectifs de l'EPT ? Adhèrent-ils aux grands principes de l'EPT ? Ont-ils une image juste de la réalité éducative de leur pays au regard de ces objectifs ? Ce dossier expose quelques-uns des résultats de l'analyse réalisée par le Pôle de Dakar.



© Pôle de Dakar / Thierry BONNET

Le tiers des enseignants du primaire au Sénégal n'a jamais entendu parler des objectifs de l'EPT

« Avez-vous déjà entendu parler des objectifs de l'Education pour tous définis lors du Forum de Dakar en 2000 ? » A cette question, à l'échelle nationale, ils sont près du tiers des enseignants du primaire à répondre par la négative. Selon les régions, cette proportion varie pratiquement du simple au double, et il est surprenant de constater que ce ne sont pas forcément les régions les plus éloignées de la capitale (Dakar) ou les régions majoritairement rurales qui comptent le plus d'enseignants sans aucune connaissance des objectifs de l'EPT. Le contraste est également saisissant entre le privé et le public. Tandis qu'un peu moins du tiers des enseignants des écoles publiques ne connaissent pas les objectifs, ils sont un peu plus de la moitié dans les écoles privées à être dans le même cas.

Qu'en est-il des enseignants qui déclarent avoir déjà entendu parler des objectifs de l'EPT ? On s'aperçoit qu'ils les connaissent finalement peu. En fait, près du cinquième (21%) d'entre eux ne sont pas capables d'énoncer un seul de ces objectifs dans ses grandes lignes. Au mieux, un ou deux des six objectifs ont pu être énoncés par les 80% restants des enseignants. Très peu (7,5%) ont réussi à énoncer plus de deux des six objectifs. Alors que l'universalisation de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire a été l'objectif le plus fréquemment énoncé par les enseignants (57%), suivi de la parité entre les sexes (32%), peu d'enseignants (16%) ont pu énoncer la qualité de l'éducation (cf. tableau 1).

Cette situation est préoccupante pour la mise en œuvre effective de l'EPT dans les écoles. On estime que 600 000 élèves sénégalais ont un enseignant qui n'a jamais entendu parler des objectifs de l'EPT et sont, par là, *éventuellement* privés de pratiques pédagogiques conformes aux principes de l'EPT.

Tableau n°1 : Objectifs de l'EPT les plus énoncés par les enseignants du primaire au Sénégal

Proportion d'enseignants ayant déjà entendu parler des objectifs de l'EPT, selon les objectifs énoncés	
	Proportion (%)
Développer la protection et l'éducation de la petite enfance	1,5
Offrir à tous les enfants un enseignement primaire gratuit et obligatoire	57,3
Promouvoir l'apprentissage des jeunes et des adultes	1,8
Accroître de 50% le niveau d'alphabétisation des adultes	19,0
Réaliser la parité entre les sexes	32,3
Améliorer la qualité de l'éducation	16,2

Source : Calculs du Pôle de Dakar

Les enseignants sont malgré tout nombreux à partager les principes de l'EPT

Une proportion importante des enseignants du primaire au Sénégal adhère aux principes de l'EPT. Environ 92% des enseignants partagent les principes d'égalité des chances et d'égalité des sexes dans l'accès à l'école, sans forcément reconnaître ces éléments comme des objectifs de l'EPT. En revanche, peu d'enseignants partagent le principe de privilégier les connaissances pratiques. Seuls 22% d'entre eux estiment qu'il faut privilégier les connaissances utiles aux élèves dans la vie de tous les jours. Pour la majorité, l'enseignement doit plutôt viser l'excellence et le redoublement représente un moyen efficace pour sélectionner les meilleurs élèves ou pour montrer aux redoublants que leur effort est insuffisant. La prégnance de cette conception d'une école élitiste a peut-être à voir avec la perception qu'ont les enseignants de la situation de leur système éducatif.

La plupart, en effet, ont une image inexacte de la réalité éducative au Sénégal². Ils sont environ 40% des enseignants à connaître la proportion d'enfants scolarisés dans l'enseignement primaire dans le pays et la proportion d'élèves qui arrivent en dernière année du primaire. Ce pourcentage diminue encore (24% et 17% respectivement) lorsqu'il s'agit de connaître la proportion de filles scolarisées dans le primaire et le taux d'alphabétisme au Sénégal. Quant au niveau scolaire moyen des élèves du primaire, plus de la moitié des enseignants dépeignent une image meilleure qu'elle ne l'est réellement. ■

Pour en savoir plus, consultez le rapport complet sur www.poledakar.org

Mieux communiquer sur l'EPT

Le principal canal d'information sur l'EPT au Sénégal : les médias de masse. C'est par la télévision, la radio et la presse que les enseignants prennent le plus souvent connaissance des objectifs de l'EPT. Moins de 12% seulement des enseignants en ont pris connaissance par des canaux qui leur sont dédiés – établissement scolaire, formation, syndicats, revues spécialisées – et qui leur auraient davantage permis de s'approprier ces objectifs. Ces résultats laissent présumer que très peu d'actions d'information et de communication autour des objectifs de l'EPT ont ciblé la population enseignante. Ils s'ajoutent au constat que les enseignants sont peu au fait de la réalité éducative de leur pays, traduisant là encore un déficit d'information.

Dans l'ensemble, l'enquête sur les enseignants du primaire et l'EPT au Sénégal montre que le niveau de connaissance des objectifs de l'EPT est faible. Il s'agit là d'un résultat d'intérêt majeur qui souligne le besoin d'une campagne de communication auprès des enseignants sur l'initiative et ses objectifs. Le choix des vecteurs appropriés de communication et des messages les plus pertinents s'y révélera essentiel pour mobiliser ces acteurs directs de l'école en faveur de l'EPT.

2 En 2004/05, au niveau de l'enseignement primaire, le taux brut de scolarisation s'élevait à 78% et le taux d'achèvement à 50% ; le taux d'alphabétisation des adultes était de l'ordre de 39%.

Une réponse du Ministère de l'Éducation du Sénégal Entrevue avec Abdou Diao

Abdou Diao est directeur de l'enseignement élémentaire au Sénégal. Il réagit aux conclusions de l'enquête sur la connaissance qu'ont les enseignants du primaire des objectifs de l'Éducation pour tous au Sénégal.

En quoi ces conclusions sur la connaissance qu'ont les enseignants du primaire des objectifs de l'EPT peuvent-elles contribuer à la réflexion sur l'atteinte de l'EPT au Sénégal ?

Je pense que les enseignants doivent avoir une idée des choix politiques, de la mouvance, des engagements de la communauté en matière d'éducation. Toutefois, à mon sens, il n'est pas nécessaire qu'ils en aient une connaissance approfondie. En effet, nous avons, au sein de notre système éducatif, des structures qui ont précisément pour rôle d'orienter, d'impulser et de mettre en œuvre les politiques d'éducation dans le secteur de l'enseignement élémentaire. Les finalités, les intentions du système relèvent davantage de la responsabilité de ces structures que de celle des enseignants.

Mais allons dans le sens de la question. La connaissance des objectifs de l'EPT par les enseignants peut être une chose extrêmement utile, dans la mesure où cela leur permet d'avoir le sens de ce qu'ils font et de ce que l'État fait tous les jours. En tant qu'acteurs du système, ils devraient avoir une idée des politiques qui expliquent, éclairent et justifient ce qu'ils font dans les classes comme dans les communautés. Evidemment, le fait pour un enseignant de bien connaître les objectifs de l'EPT peut influencer positivement sur sa manière de travailler, sur son comportement, sur son efficacité même. Mais faut-il en conclure qu'un enseignant qui ignorerait tout de ces objectifs ferait nécessairement moins bien son travail ? Là, c'est une autre question.

Par ailleurs, il est très fréquent, ici au Sénégal, que les enseignants disent qu'ils ne connaissent pas notre Programme décennal de l'éducation et de la formation. C'est ce plan qui opérationnalise les orientations définies pour le développement du système et pour l'atteinte de l'EPT. De même, au niveau des inspections, plusieurs plans sont produits, évoquant eux aussi les fondamentaux de l'EPT. Une meilleure connaissance par les enseignants de ces choix stratégiques pourrait peut-être nous amener à constater que certaines orientations gagneraient à être précisées pour être mieux arrimées aux réalités dans les écoles.

En tant que directeur de l'enseignement élémentaire, comment réagissez-vous en voyant que les enseignants du primaire sont très peu au fait de la situation réelle du système éducatif pour lequel ils travaillent ?

On peut dire que les conclusions de l'étude montrent une lacune du système. Aujourd'hui, dans les écoles de formation, on met bien souvent l'accent sur les aspects très pratiques et concrets liés au métier d'enseignant. Les questions de politiques éducatives, d'orientation du système ou de contexte économique et démographique ne sont généralement pas abordées. C'est le cas également dans la formation continue des enseignants, organisée au niveau déconcentré, par les structures d'inspection. Toutes les questions liées à l'orientation du système et aux politiques éducatives sont vues comme des questions théoriques. Pourtant, ces questions sont importantes du point de vue des enseignants. Encore une fois, je ne dis pas que ceux-ci devraient avoir une connaissance approfondie des questions de politiques éducatives mais bien une idée. Pour combler cette lacune, la question qui se pose est donc la suivante : comment le système éducatif pourrait-il prendre en charge cet aspect de manière à pouvoir l'intégrer quelque part ?

Justement, comment votre direction peut-elle tirer profit de ces conclusions pour ses activités futures ?

Ce que peut faire ma direction, c'est d'impulser des stratégies visant à bien informer les directeurs d'écoles et les enseignants sur ces questions. Ces stratégies ne se situeraient pas à notre niveau, mais à celui des inspections, où il existe des plages pour le faire. Aujourd'hui, il y a des occasions de rencontre entre les inspecteurs, l'ensemble des chefs d'établissements primaires, les enseignants et la communauté. Ce pourrait être des moments appropriés pour expliquer ce qui justifie les choix établis dans le plan stratégique que le système sénégalais opère et, par là, beaucoup de choses qui sont demandées aux enseignants.

Au sein de ma direction, nous nous battons pour universaliser l'accès à l'éducation, réduire les abandons et augmenter l'achèvement du cycle. Toutes des priorités qui sont liées à l'atteinte de l'EPT. En nous apportant un feedback sur le système éducatif, des études comme celle-ci permettent d'attirer notre attention sur certains maillons faibles dans le système éducatif. Ici, la nécessité d'améliorer la dissémination de certaines informations stratégiques. ■

DANS LES PAYS

De janvier à juillet 2010

Depuis le début de l'année, **neuf pays africains ont reçu un appui direct du Pôle de Dakar** en matière d'analyse sectorielle en éducation, de cadrage financier et de définition de politiques éducatives. En aidant à l'établissement de plans crédibles de développement des systèmes éducatifs, ces activités d'appui permettront à plusieurs de ces pays de préparer leur candidature au Fonds catalytique de l'Initiative *Fast Track*. Voici, en quelques traits, le processus d'appui suivi par le Pôle de Dakar de même que les activités réalisées par l'équipe au cours de la période allant de janvier à juillet 2010.



Nouvelles publications

Disponibles sur www.poledakar.org



Que savent les enseignants de l'Education pour tous au Sénégal ? Analyse de la connaissance et de la perception des objectifs de l'EPT par les enseignants du primaire

Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique, Pôle de Dakar

La plus récente publication du Pôle de Dakar présente les conclusions d'une enquête réalisée au Sénégal sur la connaissance et la perception qu'ont les enseignants du primaire des objectifs de l'Education pour tous. Commandée par le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique afin de marquer les dix ans du Forum mondial sur l'éducation de Dakar, l'analyse répond à trois questions principales : les enseignants connaissent-ils les objectifs de l'EPT ? Adhèrent-ils aux grands principes de l'EPT ? Ont-ils une image juste de la réalité éducative de leur pays au regard de ces objectifs ?



Trois nouvelles analyses sectorielles en éducation : Congo, Malawi et Mali

Le système éducatif congolais, *Le système éducatif malien* et *The Education System in Malawi* sont tous trois le fruit d'un travail collaboratif entre une équipe nationale et une équipe d'appui extérieure composée du Pôle de Dakar et de la Banque mondiale, ainsi que de la GTZ (au Malawi). Sorte de photographie d'un système éducatif, chacun des rapports examine en profondeur tous les niveaux d'éducation du pays concerné pour mettre en relief les progrès récents, les contraintes et les défis à relever au cours des prochaines années.

Un bilan de mi-parcours pour les étudiants à PSGSE



La troisième promotion de PSGSE est en cours jusqu'en décembre 2010. Au fil des modules et des travaux de groupe pays, les étudiants jettent progressivement les bases d'un diagnostic sectoriel national.

« Les instruments de gestion et de planification que nous apprenons à maîtriser dans cette formation sont en lien direct avec notre activité professionnelle. Voilà pourquoi, malgré les nombreux problèmes de connexion à Internet ou de coupures de courant qui sont inévitables dans nos pays, la motivation reste présente. » C'est le bilan exprimé par Rigobert Banzouzi, étudiant congolais à la formation à distance Politiques sectorielles et gestion des systèmes éducatifs (PSGSE), à l'occasion du deuxième regroupement présentiel à Dakar. Du 21 au 25 juin dernier, étudiants et tuteurs se sont réunis au Campus numérique francophone pour un contenu de formation axé sur la manipulation des modèles de simulation financière. Comme le précise M. Banzouzi : « Les regroupements sont l'occasion de clarifier les notions abordées dans les modules à distance et d'échanger avec les autres participants. »

Pôle de Dakar

ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

UNESCO-BREDA
12, avenue Léopold-Sédar-Senghor,
B.P. 3311 - Dakar (Sénégal)
Tél. : +221 33 849 59 79
Télééc. : +221 33 821 35 25
www.poledakar.org

Le Pôle de Dakar est le pôle d'analyse sectorielle en éducation du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique.

Les articles contenus dans cette publication expriment le point de vue du Pôle de Dakar et pas nécessairement celui de l'UNESCO.

La lettre d'information du Pôle de Dakar est publiée trois fois l'an, en français et en anglais, en version électronique seulement.

Directeur de la publication Jean-Pierre Jarousse, **rédactrice en chef** Katia Vianou, **rédaçtion** Katia Vianou, Aline Rousseau **relecture** Martine Boulanger, **traduction français > anglais** Sorif Adewale Ichola, **maquette** by Reg, Régis L'Hostis, Dakar.

Ecrivez à l'équipe de Pôle Mag :
katia.vianou@poledakar.org